

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VENCOREX FRANCE

Rue LAVOISIER
38800 Le Pont-De-Claix

Références : 2026 - Is004SPF
Code AIOT : 0006107527

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement VENCOREX FRANCE implanté RUE LAVOISIER Plateforme de Pont de Claix 38800 LE PONT-DE-CLAIX. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENCOREX FRANCE
- RUE LAVOISIER Plate forme de Pont de Claix 38800 LE PONT-DE-CLAIX
- Code AIOT : 0006107527
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Contexte de l'inspection

L'objectif de l'inspection était de constater la mise en sécurité :

- des ateliers de l'amont TDI, arrêtés en 2017 (ANITA, CS, DNT, Compression H₂, TDA) ;
- des ateliers du secteur chlore, arrêtés en 2017 (Chaîne 2, Chaîne 3, Dessalage, DS) ;
- de la partie « établissement », arrêtée en 2025 (magasins et aires de stockage des déchets, terres polluées, mise en sécurité des puits et forages).

Compte tenu de l'étendue du site (120 hectares) et de la complexité des installations industrielles, le contrôle n'a pas été effectué de manière exhaustive, mais de façon ciblée sur certains équipements ou thématiques.

Par manque de temps, la mise en sécurité de l'atelier « Dessalage » et des puits/forages n'a pu être abordée.

À noter : Le terme « mise en sécurité » consiste, au sens du code de l'environnement, à réaliser les opérations visant à ce que le site ne constitue plus un danger pour l'environnement ou son voisinage, et non à la déconstruction des installations.

Contexte réglementaire :

Le 18 décembre 2024, la société Vencorex a déclaré la cessation définitive de ses activités ICPE. Pour mémoire, la cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant, comprenant :

- la notification de cessation d'activité (faite le 18/12/2024) ;
- la mise à l'arrêt définitif (effective le 31/03/2025) ;
- la mise en sécurité de l'installation (débutée le 05/01/2025 – en cours) ;
- la réhabilitation.

En application de la loi d'accélération et de simplification, l'exploitant doit, depuis le 1^{er} juin 2022, transmettre à l'administration, dans le cadre d'une cessation d'activité ICPE, les documents suivants:

- ATTES-SECUR : document attestant que les opérations de mise en sécurité ont été effectuées ;
- ATTES-MEMOIRE : document garantissant l'adéquation des mesures de gestion proposées pour la réhabilitation des sols et sous-sols en cas de pollution ;
- ATTES-TRAVAUX : document garantissant la conformité des travaux réalisés aux objectifs de réhabilitation (si nécessaire).

Les attestations ATTES-SECUR, ATTES-MEMOIRE et ATTES-TRAVAUX doivent être établies par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Pour les cessations d'ateliers intervenues avant le 1^{er} juin 2022, elles demeurent soumises à l'ancienne procédure, où l'inspection doit délivrer un procès-verbal de récolement pour que la cessation puisse être considérée comme achevée. Il est toutefois admis que l'exploitant puisse faire établir des ATTES pour justifier de la bonne cessation de ces ateliers.

Enchaînement des événements

Compte tenu de ses difficultés économiques, la société Vencorex a été placée en redressement judiciaire le 10 septembre 2024.

Le 18 décembre 2024, la société Vencorex a déclaré la cessation définitive, à compter du 31 mars 2025, des installations industrielles ne faisant pas l'objet d'une offre de reprise.

Le 5 janvier 2025, Vencorex a débuté la mise en sécurité des installations arrêtées. À la fin avril 2025, l'ensemble des risques majeurs pour la population et les entreprises présentes sur la plateforme a été neutralisé.

Le 13 mai 2025, la mise en liquidation a été prononcée. Cette situation a conduit à une gestion de la cessation par une cellule liquidative, composée de quelques cadres expérimentés « ex-Vencorex », sous la direction du liquidateur judiciaire.

Le budget alloué aux opérations de mise en sécurité et de nettoyage se situe entre 17 et 20 millions d'euros.

À ce jour, le liquidateur judiciaire prévoit de maintenir la cellule liquidative jusqu'au 30 juin 2026 afin de clôturer la cessation.

Présentation de l'établissement

L'établissement Vencorex a exploité, sur la plateforme chimique de Pont-de-Claix (qui regroupe plusieurs industriels : PDC Chemical, Rhodia Opérations, Suez RR IWS Chemicals France, Novacid), des productions basées sur l'électrolyse, les réactions de nitration, d'hydrogénation, de chloration et de phosgénation, ainsi que sur la chimie des isocyanates. Les produits fabriqués étaient destinés à la production de mousses, peintures et additifs polyuréthanes, silicones, à destination des secteurs de l'automobile, des transports, du bâtiment, etc.

S'agissant d'un établissement complexe, l'exploitant avait organisé son site en plusieurs « secteurs ou ateliers » :

- l'atelier de saumuration (purification de la saumure) ;
- les ateliers chlore/soude, regroupant les électrolyses, la compression du chlore et le dessalage de la soude ;
- les ateliers de l'amont TDI, regroupant la concentration sulfurique, la concentration nitrique, le DNT (réaction de nitration), la compression hydrogène et la TDA (réaction d'hydrogénation) ;
- le secteur isocyanate (réaction de phosgénation), regroupant l'atelier TDI devenu HDI2, l'atelier HDI et l'atelier Tolonate (produisant des dérivés d'isocyanates et repris par la société PDC Chemical) ;
- d'autres ateliers exploités de façon plus anecdotique, comme l'Orgachlor ;
- le secteur « établissement », regroupant les activités ne pouvant être rattachées spécifiquement à un atelier (bâtiments d'entreposage, gestion des déchets, stationnement des TMD, gestion des utilités, services de secours, etc.).

Sur le plan administratif, cet établissement était :

- classé « Seveso seuil haut », compte tenu des quantités importantes de substances ou de préparations dangereuses produites ou utilisées ;
- soumis à la directive sur les émissions industrielles (dite IED), compte tenu de son activité de production de substances chimiques organiques en quantité industrielle.

Les dangers identifiés pour cet établissement étaient principalement :

- le risque lié à la perte de confinement accidentel de substances toxiques par inhalation (chlore, phosgène, acide chlorhydrique, etc.) ;
- le risque de pollution des sols, du sous-sol et/ou des eaux de surface par déversement

- accidentel de substances dangereuses pour l'environnement (eau de Javel, substances organiques, organochlorés, etc.) ;
- les émissions atmosphériques ;
- les émissions aqueuses dans le Drac.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence une mise en sécurité globalement satisfaisante pour la majorité des installations contrôlées. Les ateliers ANITA, DNT, TDA et les électrolyses des chaînes 2 et 3 ont été vidés, déconnectés et sécurisés, conformément aux prescriptions réglementaires.

Bien que ne faisant pas l'objet d'une fiche de constat spécifique, il a été observé, au fil de la visite, que la gestion des déchets dangereux issus des opérations de mise en sécurité des installations industrielles de l'ensemble du site était maîtrisée. Des zones d'entreposage dédiées ont été définies, permettant d'identifier, reconditionner et évacuer les déchets vers des filières autorisées. Ces opérations sont en cours et devraient être achevées au 30 juin 2026.

Cependant, certains points nécessitent une attention immédiate :

- L'unité DS, arrêtée en 2017, présente un encrassement important (organiques – CCl_4), imposant une décontamination ou un démantèlement afin de finaliser la mise en sécurité du secteur chlore/soude.
- Le sulfate de calcium, stocké dans les magasins MM1 et MM2, bien que non dangereux, est considéré comme un déchet en raison de l'absence de valorisation effective depuis plusieurs années. Ce déchet ainsi que les déchets banals (big bags, plastiques...) constatés dans les tas de terres d'excavation doivent être éliminés.

Concernant les ATTES, elles pourront être étendues aux secteurs arrêtés avant le 1^{er} juin 2022, afin de :

- Répondre à la demande de remise d'un dossier de cessation d'activité pour les unités du secteur chlore/soude arrêtées en 2017 (électrolyses chaînes 2/3, unité DS, dessalage, soude 2).
- Apporter les compléments attendus concernant les diagnostics sur la pollution des sols et des eaux pour les secteurs Amont TDI (arrêté en 2017) et l'atelier 2,6-DichloroparaTrifluoroMéthylAniline (cessation en 2012).

La cellule liquidative a estimé que les opérations de mise en sécurité du site pourraient être finalisées d'ici le 30 juin 2026, sous réserve du respect des échéances fixées pour les actions correctives demandées et de l'allocation des ressources nécessaires.

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Mise en Sécurité des ateliers arrêtés en 2017 - Secteur de l'Amont TDI

Référence réglementaire : Article R. 512-75-1 du code de l'environnement

Thème(s) : Cessation d'activité – Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

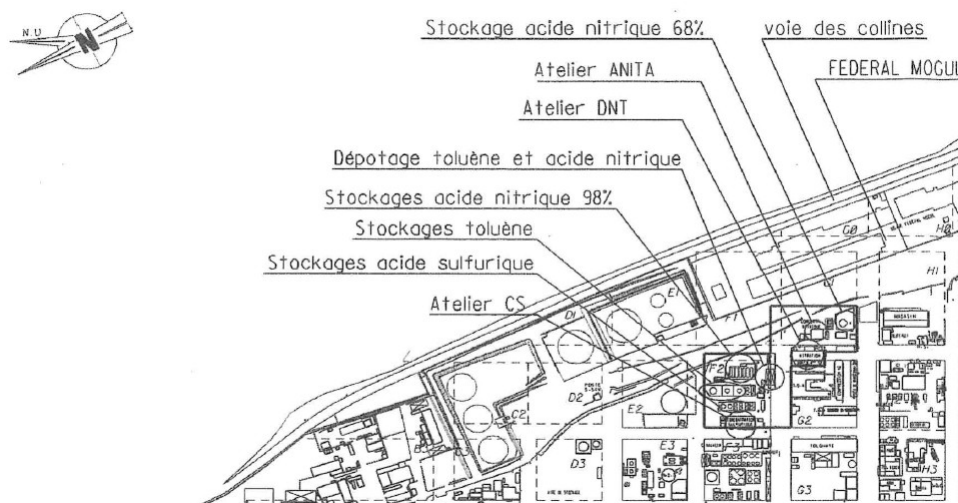
En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Constats :

Pour mémoire, les installations de l'Amont TDI ont été mises à l'arrêt définitif en 2016 lorsque la société Vencorex a fait le choix de stopper sa production de TDI. Cette cessation intervenue avant le 1^{er} juin 2022, demeurent soumises à l'ancienne procédure. Notamment, l'Inspection des ICPE doit délivrer un PV de récolement afin que la cessation puisse être considérée achevée.

Le 27 juin 2017, la société Vencorex a transmis un dossier de cessation décrivant les opérations de « mise en sécurité » réalisées. Pour mémoire ce secteur d'activité comportait les ateliers suivants :

- Atelier ANITA (Concentration acide nitrique – carreau G1) ;
- Atelier CS (Concentration acide Sulfurique – F2),
- Atelier DNT (Production de DiNitroToluène par nitration du toluène – G2),
- Atelier Compression Hydrogène (G2),
- Atelier TDA (Production de la TDA par hydrogénation du DNT – G2)



Ce dossier avait fait l'objet d'une demande de compléments relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement (attente d'un diagnostic de la pollution dans les sols et les eaux souterraines). Cette demande est restée sans réponse à ce jour. Bien qu'il s'agisse d'une cessation intervenue avant le 1^{er} juin 2022, l'exploitant pourra faire intégrer ce secteur du site dans l'ATTES Mémoire afin de répondre à la demande.

→ Demande d'action corrective n°1 : Compléter le dossier de mise en sécurité de l'atelier amont TDI sur le point relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement. Ce point pourra être intégré à l'ATTES Mémoire du site. [délai : 3 mois]

Constats concernant le Gazomètre d'Hydrogène – carreau E2 :

- il est étiqueté « vidé lavé décontaminé »,
- il est visuellement vide – cloche mobile en position basse,
- limitation d'accès par grillage et un portail. Le portail était non verrouillable le jour de l'inspection.

→ Demande d'action corrective n°2: Équiper le portail d'accès au gazomètre d'un verrouillage efficace (chaîne / cadenas) [délai : 15 jours]

Constats concernant la zone de stockage de Toluène / acide nitrique / d'acide sulfurique / d'ammoniaque en réservoir aérien sur le carreau F2 :

- limitation d'accès effective,
- réservoirs inspectés ouverts (trou d'homme, vannes de pieds bac ouvertes, tuyauteries déconnectées), réservoirs étiquetés « vidé, lavé et décontaminé »,
- rétentions perforées afin d'éviter l'accumulation d'eau stagnante,

→ C'est satisfaisant ;

Constats concernant l'atelier Compression Sulfurique sur le carreau F2 :

- limitation d'accès effective,
- étiquetage « atelier vidé lavé décontaminé » près du portail d'accès,
- équipements et capacité du rdc visiblement vidangés et ouverts, tuyauteries inter-équipements déconnectés ;
- alimentation en gaz des cornues déconnectée,
- présence d'une zone de dépôt de déchets à l'intérieur du bâtiment : carbonate de sodium, matériaux réfractaires, plusieurs seaux dont le contenu est non identifié, présence d'au moins un sac de 25 kg de produit étiqueté « comburant »
- Les fosses inox de l'atelier destinées à recueillir et à tamponner les effluents acides des ateliers « compression sulfuriques » et DNT sont pleines.



→ Demande d'action corrective n°3 :

- Évacuer les déchets présents au rdc du bâtiment concentration sulfuriques, les stocker dans l'une des zones prévues dans le cadre de la mise en sécurité de l'établissement [délai : 15 jours],
- Les identifier, les reconditionner et les évacuer en filière autorisée. [délai : 30 juin 2026],

→ Observation n°1 : S'assurer que les fosses inox de l'atelier compression sulfurique ne contiennent pas autre chose que de l'eau de pluie, traiter les fosses afin d'éviter la stagnation de l'eau.

Constats concernant l'atelier ANITA sur le carreau G1 :

- limitation d'accès effective,
- équipements et capacités du rdc et du 1^{er} étage de l'atelier étiqueté « vidé lavé décontaminé » et visiblement vidangés et ouverts, tuyauteries inter-équipements déconnectés,
- présence d'une zone de dépôt de déchets à l'entrée de l'atelier ANITA ;

→ Demande d'action corrective n°4 :

- Évacuer les déchets présents à l'entrée du bâtiment ANITA, les stocker dans l'une des zones prévues dans le cadre de la mise en sécurité de l'établissement [délai : 15 jours],
- Les identifier, les reconditionner et les évacuer en filière autorisée. [délai : 30 juin 2026].



Constats concernant les réservoirs aériens de stockages d'acide nitrique et d'acide sulfurique sur le carreau G1 :

- limitation d'accès effective,
- les 2 réservoirs sont ouverts et étiquetés « vidé, lavé et décontaminé »,
- la rétention est perforée afin d'éviter l'accumulation d'eau stagnante.

→ C'est satisfaisant ;

Constats concernant l'atelier DNT sur le carreau G2 :

- limitation d'accès effective,
- équipements et capacité du rdc visiblement vidangés et ouverts, tuyauteries inter-équipements déconnectés,
- étiquetage « atelier vidé lavé décontaminé ».

→ C'est satisfaisant ;

Constats concernant l'atelier Compression Hydrogène sur le carreau G2 :

- limitation d'accès effective,
- tuyauteries inter-équipements déconnectés,
- suintements d'huile minérale observés en partie basse des compresseurs et présence d'huile dans les cuvettes sous les moteurs d'entraînement des compresseurs.

→ Demande d'action corrective n°5 :

- *S'assurer que la vidange des compresseurs d'hydrogène est effective. Étendre cette action à l'ensemble des équipements mécaniques de l'établissement pouvant contenir une quantité significative de lubrifiant [délai : 1 mois] ;*
- *Pomper et éliminer l'huile minérale présente dans les cuvettes sous les moteurs entraînant les compresseurs d'hydrogène [délai : 1 mois].*

Constats concernant l'atelier TDA sur le carreau G2 :

- limitation d'accès effective,
- équipements et capacité du rdc visiblement vidangés et ouverts, tuyauteries inter-équipements déconnectés,
- étiquetage « atelier vidé lavé décontaminé ».

→ *C'est satisfaisant ;*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : voir constats

N° 2 : Mise en Sécurité des ateliers arrêtés en 2017 – Secteur chlore / soude

Référence réglementaire : Article R. 512-75-1 du code de l'environnement

Thème(s) : Cessation d'activité – Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Constats :

Pour mémoire, la mise en service de la nouvelle électrolyse à membranes en 2017 a conduit Vencorex à arrêter définitivement les ateliers suivants :

- les ateliers d'électrolyse à diaphragmes chaîne 2 (H6) et chaîne 3 (I6),
- l'atelier Soude 2 (L1) – atelier démantelé (cf inspection du 22/09/2023),
- l'atelier Dessalage (J5) – non visité,
- l'unité DS de la compression chlore (I5),



L'exploitant n'a pas déposé de dossier de cessation d'activité depuis l'arrêt de ces unités en 2017. L'ATTES « SECUR » de l'atelier chlore/soude du 28/11/2025 ne traite pas des opérations effectuées sur ces unités (bien que la synthèse des risques résiduels annexée au document, traitent de ces unités).

→ Demande d'action corrective n°6 : Transmettre un dossier de cessation d'activité ou étendre l'ATTES SECUR Chore/Soude aux unités arrêtées en 2017.

Constats concernant les électrolyses chaîne 2 et chaîne 3 :

Il s'agit des ateliers de production de chlore, de soude électrolytique et d'hydrogène par électrolyse de la saumure. Les constats sont les suivants :

- limitation d'accès effective,
- les 2 bâtiments où étaient présentes les cellules d'électrolyse ont été totalement vidés,
- les collecteurs d'hydrogène et de chlore sont déconnectés et laissés à l'air,
- les installations de dessiccation du chlore, traitement de l'hydrogène et de la soude « électro » ont été décontaminées en mai 2025,
- les équipements restés en place ont été visiblement vidangés et ouverts, tuyauteries inter-équipements déconnectés,
- étiquetage des capacités « vidé lavé décontaminé ».

→ C'est satisfaisant

Constats concernant l'unité DS :

Cette unité de l'atelier « compression chlore » permettait la récupération du chlore résiduel encore présent dans les effluents gazeux par l'utilisation de tétrachlorure de carbone (CCl₄). Les constats sont les suivants :

- limitation d'accès effective,
- l'installation a été visiblement vidangée et les tuyauteries inter-équipement ont été déconnectées. Néanmoins, cette unité n'a pas été décontaminée. Il peut être constaté aux embouchures de tuyauterie des résidus des produits organiques potentiellement pollués au CCl₄. Il est donc très fortement probable que les fonds de réservoirs, les pieds de colonnes, les échangeurs et les tuyauteries de l'unité contiennent encore des substances toxiques et CMR.

→ Ce n'est pas satisfaisant

→ Demande d'action corrective n°7 :



- Poursuivre la mise en sécurité de l'unité DS par la décontamination des équipements, en cas d'impossibilité, le démantèlement et l'élimination des équipements devront être envisagés [délai : 30 juin 2026].

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 juin 2026

N° 3 : Mise en Sécurité du secteur « établissement » - Bâtiments « Sud Plateforme »

Référence réglementaire : Article R. 512-75-1 du code de l'environnement
Thème(s) : Cessation d'activité – Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.
Constats : Ce secteur fait partie du périmètre ICPE dit « établissement » arrêté fin mars 2025. Sa mise en sécurité fera l'objet d'une ATTES SECUR. <u>Constats concernant les magasins au sud de la plateforme (carreaux N1, O0, O1) :</u> - carreau N1 : Les magasins Sud et TN contiennent du matériel stocké par Vencorex (pompes, moteurs, vannes, chaudronneries diverses...) - carreau O0 : Les bâtiments DM1, DM2, DM3 et DM4 sont inoccupés. Leurs dernières affectations étaient dédiées à la formation des caristes. - carreau O1 : Les magasins MM1 et MM2 étaient affectés au stockage de sulfate de calcium, un sous-produit issu de l'atelier de saumuration. Cet atelier avait pour fonction la purification de la saumure en provenance de la mine de Hauterives. Le sulfate de calcium stocké était destiné à être valorisé, soit en amendement agricole, soit en cimenterie. À ce jour, d'importantes quantités de sulfate de calcium sont toujours stockées dans ce bâtiment et à ses abords.
 

Considérant que :

- Le sulfate de calcium est un résidu issu du procédé industriel de purification de la saumure, sans utilisation directe dans le processus de production actuel ;
- Aucune valorisation effective (amendement agricole ou cimenterie) n'a été mise en œuvre depuis la période d'exploitation;
- L'absence de perspective concrète de réemploi et le stockage prolongé sur le site démontrent une intention de s'en débarrasser ;

Il y a lieu de conclure que ce stock constitue un déchet, dont l'élimination conforme s'impose.

→ *Demande d'action corrective n°8 : Bien que non dangereux, mais s'agissant d'un déchet issu du procédé, le sulfate de calcium doit être évacué. Une valorisation matière en cimenterie pourra être privilégiée à une filière d'élimination [délai : 30 juin 2026]*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 juin 2026

N° 4 : Mise en Sécurité du secteur « établissement » - Terres d'excavation polluées

Référence réglementaire : Article R. 512-75-1 du code de l'environnement

Thème(s) : Cessation d'activité – Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Constats :

Pour rappel, plusieurs zones de la plateforme chimique ont servi à entreposer des gravats et des terres polluées, générés lors de travaux d'excavation menés sur le site dans le cadre de divers projets. Les tas relevant de la responsabilité de Vencorex ont été cartographiés, et leur volume total est estimé à 9 000 m³. Selon leur provenance, ces dépôts présentent une contamination par diverses substances organiques (PCB, chlorophénols, HAP, divers organiques..) historiquement produites ou manipulées sur le site. L'exploitant a estimé les coûts d'élimination sans le transport à 6-7millions d'euros HT.

Considérant que ces terres proviennent de zones déjà polluées du site, l'exploitant a considéré dans le cadre de la mise en sécurité que leur stockage sur place ne crée pas de risque supplémentaire par rapport à leur état initial dans le sol. Afin de réduire le risque d'expositions humaine ou de dispersion, l'exploitant a prévu de sécuriser les tas par des grillages afin d'interdire tout accès non autorisé.

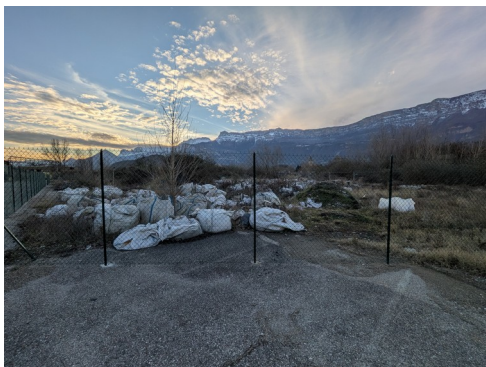
Bien que polluées, ces terres ne prennent pas le statut du déchet dans la mesure elles restent sur le site de leur excavation (cf. note du 25 avril 2017 concernant les modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets).

La visite sur site a permis de visualiser les zones de dépôt situés sur les carreaux H5 (≈3 000 m³), carreaux M2/M3 (≈2 300 m³), O0 (≈400 m³), P0 (≈1 000 m³) , N0 (≈1000 + 400 m³), N1 (≈1 000 m³). Ces zones sont identifiables sur le terrain et leur accès est interdit par des grillages.

Lors du contrôle, il a été constaté que :

- certains tas de terres excavées contiennent des déchets banals (big bags, plastics, etc...). Ces éléments, contrairement aux terres polluées, relèvent du statut de déchet au sens de l'article L. 541-1-1 du Code de l'environnement et doivent être éliminé.

- Un des tas de terres (carreau N0 proximité du bâtiment M2) est ceinturé par des barrières de chantier. Cette situation ne garantit pas une sécurisation efficace des terres polluées et les expose à des risques d'intrusion ou de dispersion.



Terres polluées carreau M2



Terres polluées carreau N0



Terres polluées carreau N0 – Bâtiment M2

→ Demande d'action corrective n°9 :

- *Éliminer les déchets banals sur les zones d'entreposage des terres d'excavation ;*
- *Terminer les interdictions d'accès ;*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 juin 2026